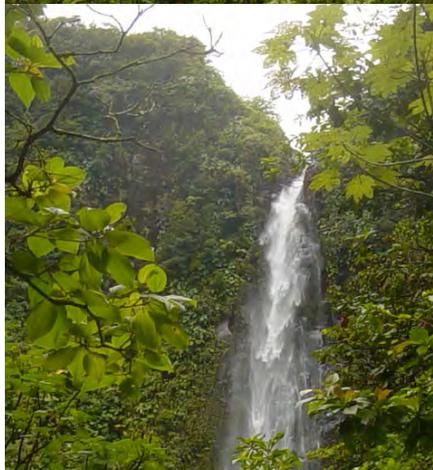


Année  
2011

# DéAL GUADELOUPE RAPPORT d'Activité





# SOMMAIRE

- 04** **MRU**  
*Mission Rénovation Urbaine*
- 06** **ATOL**  
*Aménagement du Territoire et Organisation du Littoral*
- 08** **FTES**  
*Financement, Transports, Economie, Sécurité routière*
- 10** **LC**  
*Logement et Construction*
- 14** **MDDEE**  
*La mission Développement Durable et Evaluation environnementale*
- 16** **RED**  
*Risques Energie Déchets*
- 18** **RN**  
*Ressources Naturelles*
- 20** **SOCA**  
*Service Opérationnel de Conseil d'Appui*
- 22** **SG**  
*Secrétariat Général*



## Éditorial

---

**A**près une année de fonctionnement, la DEAL de Guadeloupe présente son **premier rapport d'activité** Année 2011.

La construction de ce nouveau service né de la fusion de la DIREN, de la DDE et d'une grande partie de la DRIRE a été menée dans le cadre de réflexions collégiales et fructueuses, avec l'ambition de porter et d'accompagner avec l'ensemble des acteurs, un projet de développement harmonieux de l'archipel Guadeloupe.

La diversité des cultures de services, des compétences, des expertises et des parcours professionnels au sein d'une même entité, sont un enrichissement pour répondre aux enjeux de notre région.

La DEAL s'est donnée 7 orientations stratégiques comme socle fondateur de son organisation articulée autour de 2 missions et de 7 services :

**Promouvoir** le développement durable en territorialisant le Grenelle de l'Environnement

**Rattraper les retards** structurels de la Guadeloupe

**Concilier** préservation de l'environnement et aménagement sur le littoral

**Développer** une culture du risque et renforcer la maîtrise du risque

**Mobiliser, organiser** les connaissances existantes et **développer** de nouvelles expertises

**Développer** les relations avec l'environnement régional (Caraïbe)

**S'organiser** et faire de la fusion un succès pour les agents et le territoire Guadeloupe.

Les chantiers menés en 2011 ont été nombreux

Je remercie et félicite les 330 agents de la DEAL qui, par leur motivation, leur implication et le travail effectué ont permis à ce service innovant d'être reconnu et apprécié par ses partenaires.

Vous trouverez ci-après les actions marquantes des 9 services de la DÉAL en 2011.



### Daniel Nicolas

Directeur de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement

# MRU

Mission Rénovation Urbaine



Ville de Pointe-à-Pitre

## MISSION DU SERVICE

*La mission rénovation urbaine DEAL/MRU est chargée du pilotage, de la supervision et de l'administration locale des projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).*

*Elle supervise les projets de Pointe à Pitre et des Abymes et l'opération isolée de Basse-Terre.*

*La mission contribue à l'élaboration et au suivi des conventions entre les collectivités et l'ANRU. Elle suit le déroulement des opérations pour en certifier l'avancement, en assure le suivi financier et s'assure du respect des fondamentaux de l'agence (qualité architecturale et urbaine des projets, relogement des locataires, insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles).*

*Le préfet est délégué territorial de l'Agence. Le DEAL est délégué territorial adjoint.*

*Ces 2 projets de l'agglomération pointoise représentent sur 5 ans plus de 950M€ de travaux, dont 160M€ apportés par l'ANRU. C'est l'un des plus importants projets de France.*



## FAITS MARQUANTS 2011



### Abymes

Démolition de la 1ère tranche des Plaines  
Feuille de route établie par la DEAL en vue des arbitrages préalables à la signature d'un avenant national



### Pointe-à-Pitre

Démolition de la barre AE (77 logements)  
Poursuite des travaux d'aménagement des espaces publics et d'équipement  
Ville de Pointe à Pitre lauréate de l'appel à contributions «s'engager ensemble pour la qualité urbaine, architecturale et paysagère» (mention spéciale décernée par le jury des habitants)

Revue de projet en vue d'identifier les avancées, les points de vigilance et de définir des actions correctrices



### Politique de cohésion sociale

Mission d'appui de l'ANRU et préconisations afin de rendre opérationnel le protocole insertion formation signé avec le Conseil Régional



Immeuble des Plaines en cours de déconstruction

# PERSPECTIVES 2012



Chantiers de Lauricisque (Orban)

## **Abymes**

Signature de l'avenant national  
 Démolition de la 2<sup>e</sup> tranche des Plaines et de la 1<sup>ère</sup> tranche des Colinettes  
 Démarrage des travaux d'aménagement de Grand Camp  
 Démarrage des travaux d'aménagement des espaces publics et d'équipement au Raizet

## **Pointe-à-Pitre**

Livraison des premiers équipements  
 Livraison de 136 logements sur le foncier du stade et 93 logements sur Lauricisque.

Mise en chantier d'environ 500 logements  
 Insertion formation  
 Mise en place des premières formations pour les publics en insertion de la rénovation urbaine

## **Internats d'excellence**

Signature de la convention cadre avec le Conseil Régional et le Rectorat



Chantier du foncier du Stade (école Jolivière et îlot 4)

# ATOL

Aménagement du Territoire  
et Organisation du Littoral



Phare de Vieux-Fort



## Faits MARQUANTS 2011

### MISSION DU SERVICE

Le service DEAL/ATOL met en œuvre dans ces missions trois des orientations stratégiques que s'est fixées la DEAL, à savoir :

- promouvoir le développement durable
- rattraper les retards structurels de la Guadeloupe
- concilier préservation de l'environnement et aménagement en particulier sur le littoral

DEAL/ATOL gère : l'aménagement du territoire via les documents d'urbanisme (PLU, SAR-SMVM, SCOT), la gestion raisonnée du littoral notamment DOM, les affaires juridiques, la production et diffusion de données géoréférencées (SIG) et d'analyses cartographiques.

Le service ATOL a apporté un appui méthodologique aux collectivités et aux communes dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme.

Cet accompagnement a porté ces fruits puisqu'au niveau régional le SAR/SMVM a été approuvé par le conseil d'Etat et le décret s'y rattachant a été signé ; à une plus petite échelle, le conseil municipal de la commune des Abymes a approuvé son PLU.

Par ailleurs, un partenariat technique et financier s'est instauré avec la communauté d'agglomération Cap Excellence dans un

souci de cohérence dans le développement du territoire pointois. Ainsi, deux conventions ont été signées l'une portant sur un schéma de développement économique, l'autre sur la coordination des nombreux projets émergents. Ces réflexions préfigurent la mise en œuvre du SCOT.

Plusieurs marchés ont été conclus dont l'objectif principal est de produire de la connaissance et de mettre à disposition de la DEAL, de ces partenaires et des décideurs des outils d'aide à la décision. Ainsi, ont notamment été financées et pilotées : la numérisation des

POS/PLU et l'étude pour la mise en place d'un schéma d'aménagement concerté et cohérent sur le littoral du secteur de Fouillole aux abords de l'université.

Deux actions se distinguent pour répondre à l'effort de développement durable du territoire, à savoir :

- 🍷 la tenue du premier atelier local « Eco-quartier » qui a permis l'élaboration d'un référentiel local qui servira la conception et l'évaluation des projets d'Ecoquartier ;
- 🍷 la signature de la convention technique pluriannuelle 2011-2015 de mission d'intérêt général avec l'ONF pour la définition, la mise en œuvre et la gestion durable du sentier du littoral de l'archipel de la Guade-

loupe. La convention annuelle de 2011 s'y rattachant a concerné la mise en œuvre de la servitude de passage de piétons sur le secteur littoral allant du Moule au Gosier.

Enfin, ATOL a impulsé son rôle interne d'acteur au service de la transversalité mais aussi de l'acculturation, puisque d'une part il anime les ateliers DEAL dont trois se sont tenus en 2011 et d'autre part, il a procédé à l'intégration de 80% des données géographiques de la DIREN et de la partie police de l'eau de la DAAF, dans le cadre de la création de la DEAL. Le déploiement de Cartélie, outils Web de diffusion de l'information géographique, permet d'ailleurs à chaque service d'en prendre connaissance.



Pointe de la Grande Vigie



## PERSPECTIVES 2012

En 2012, les efforts se poursuivront dans l'accompagnement des acteurs en les incitant à intégrer les enjeux du développement durable. Deux objectifs sont clairement arrêtés avec d'une part, la finalisation et l'approbation des PLU de Pointe-à-Pitre et de Baie-Mahault et d'autre part, la mise en œuvre opérationnelle de la grille Ecoquartier produite en 2011 sur un ou deux sites pilotes.

Le partenariat avec Cap Excellence sera confirmé par le suivi des études lancées en 2011 et la réflexion élargie en soutien à la définition d'un projet de territoire à long terme par la communauté d'agglomération.

Sur le littoral, les premiers aménagements de sentier devraient voir le jour via la MIG avec l'ONF ; l'étude définissant les espaces remarquables du littoral sera valorisée ; une

réflexion sur la plaisance sera menée avec la direction de la mer et le PAG ; le SIG littoral finalisé pourra être utilisé en aide à la décision.

Les 20% de données géographiques restantes seront intégrées à celles de la DEAL et le service participera activement à la mise en place d'une plate-forme d'informations géographiques permettant d'échanger, de mutualiser les données avec les partenaires institutionnels.

Des actions fortes seront également menées en interne en particulier dans le domaine des affaires juridiques pour améliorer la fiabilité juridique des actes produits par la DEAL ; renforcer l'appui aux services dans le management du risque juridique ; améliorer le suivi des contentieux.

# FTES

Financement, Transports, Économie,  
Sécurité routière



Journée d'informations Transports

## MISSION DU SERVICE

Le service Financement, Transports, Economie et Sécurité est chargé de porter les politiques de sécurité et éducation routières, d'animer la politique locale de transport, de mettre en oeuvre la tenue des registres et les contrôles des transports terrestres. Au titre de la politique des transports, il porte les enjeux du développement durable en terme de mobilité et de promotion du transport multimodale.

Il est également chargé de la préparation de la gestion de crise.

Enfin, il coordonne, suit et met en oeuvre au sein de la DEAL, les financements relevant du CPER et des programmes européens, et d'autres financements comme la défiscalisation.



## FAITS MARQUANTS 2011

### Gestion de crise

A travers son implication dans les dispositifs de préparation à la crise (planification ORSEC, information préventive, assistance aux communes pour l'élaboration de leur Plan Communal de Sauvegarde) et dans la gestion de crise (participation active aux exercices, cartographie de crise, connaissance des territoires et de la vulnérabilité des réseaux vitaux, impacts environnementaux), la DEAL est devenue l'un des partenaires privilégiés du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SI-DPC) en intégrant notamment le «noyau dur» du Centre Opérationnel Départemental.

De ce fait, à travers cette mission de conseil technique privilégié du préfet en matière de sécurité civile, la DEAL détient un rôle important dans le dispositif de préparation et de gestion de crise.

### Fonds européens

Suite à la création de la DEAL, l'année 2011 a été une année d'organisation de la gestion des fonds européens FEDER : de l'instruction des

dossiers à la certification des dépenses. Les dossiers instruits au sein de la DEAL représentent 60% de l'enveloppe FEDER totale.

L'année est marquée par une très forte progression de la programmation sur l'axe 2 (eau-assainissement, déchets, bio-diversité) et une saturation des mesures tourisme (1.3.2) et formation (3.2). Cf tableau Transports

### L'organisation des transports

L'unité déplacements et observatoire des transports (DORT) accompagne les collectivités locales autorités organisatrices des transports (AOT) dans la recherche d'une organisation efficace. En 2011, notamment deux actions sont à noter i/ l'accompagnement du Syndicat mixte des transports dans la constitution d'une grille d'analyse sécurité et accessibilité des points d'arrêt de bus et ii/ une assistance réglementaire et technique à la Désirade et Terre de Haut pour la mise en place d'un transport urbain:

Depuis 2004, l'animation de la politique de transports et de déplacements se formalise au

sein des services de la DEAL par la production d'études prospectives. En 2011 ont été finalisées trois études partagées avec les acteurs du transport notamment par des journées techniques et des : fiche thématiques et synthèses (cf illustration)

- Optimisation logistique et environnementale du transport de déchets en Guadeloupe
- Production de statistiques environnementales dans le domaine des transports en Guadeloupe
- Analyse prospective pour l'implantation de véhicules propres dans les îles du sud.

## La gestion et le contrôle des transports terrestres

L'unité gestion et contrôles des transports terrestres poursuit les efforts de professionnalisation du secteur engagé depuis une dizaine d'année. L'année 2011 a connu une crise concernant le transport du ciment et qui s'est étendue à tout le secteur du transport. Un Comité régional des



Transports (CRT)

présidé par le Préfet tenu en mai 2011 et des réunions de négociations animées par le président du conseil régional et auxquelles a parti

cipé la DEAL, ont permis de trouver un accord entre donneurs d'ordre et transporteurs mettant fin à la crise en fin d'année.

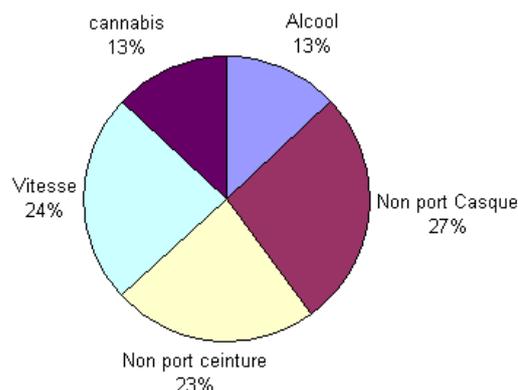
## PERSPECTIVES 2012

2012 sera en particulier marquée d'un part par la mise en place du « paquet routier » en matière de transport et d'autre part par la mise en place de la réforme de la gestion des permis de conduire (pour 2013).

Depuis le 4 décembre 2011 est entré vigueur le règlement européen du 21 octobre 2009 relatif à l'accès à la profession de transporteur routier public. Cette transposition dans le droit natio-

## La sécurité routière

La cellule départementale de la sécurité routière a poursuivi ses efforts et multiplié durant l'année 2011 des actions de prévention, en ciblant notamment usagers vulnérables et usagers jeunes, ainsi que les principaux facteurs générateurs d'accidents : alcool, vitesse, non-port du casque, non port de la ceinture de sécurité. Ainsi une cinquantaine d'actions ont pu être financés sur le PDASR (plan départemental d'actions de sécurité routière).



Tous ces efforts ont permis une baisse des chiffres de l'accidentologie en Guadeloupe

	2010	2011	Variation
Accidents	528	444	- 15%
Tués	65	53	- 18,5%
Blessés	694	639	- 7,9%

## L'éducation routière

Début 2011, la préfecture a transféré la gestion des agréments des auto-écoles et l'organisation de l'examen de moniteur d'auto-école (Bepecasser) à la DEAL. Le tableau ci-après présente les résultats des examens

nal a été établie par le décret 2011-2045 du 28 décembre 2011 relatif à l'application du paquet routier européen et à diverses dispositions relatives au transport routier. Ce décret confirme certains assouplissement en vigueur outre-mer mais surtout la réglementation est renforcée. La mise en œuvre du paquet routier va demander une forte mobilisation de la DEAL (courrier d'informations ns personnalisés, réunions d'information, etc.).



### MISSION DU SERVICE

Le service Logement-Construction a pour objectif l'amélioration qualitative et l'accroissement du parc de logement avec :

- une unité qui promeut l'accèsion à la propriété et développe l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs,
- une unité qui programme la réalisation de logements locatifs sociaux,
- une unité qui veille au respect des règles relatives à la qualité et à l'accessibilité du bâti,
- une unité engagée dans la résorption de l'habitat

indigne et la revitalisation des centres urbains.

- une unité qualité construction
- une unité de coordination financière

Le service mène aussi une action au profit des services de l'État avec les unités soutien à la politique immobilière de l'État et constructions publiques.



## FAITS MARQUANTS 2011

**2011 est une année marquée par la poursuite de l'effort d'augmentation de l'offre en logements aidés, de résorption de l'habitat insalubre et d'intégration les objectifs environnementaux du Grenelle.**

Cette politique de relance du logement social se traduit par deux engagements :

Garantie du niveau des moyens budgétaires de l'État sur 5 ans.

Défiscalisation étendue par la loi pour le développement Économique des Outre-Mer (LODEOM) au logement social.

L'apport attendu est de 63 M€ de LBU en 2011 pour 1 449 logements autorisés.

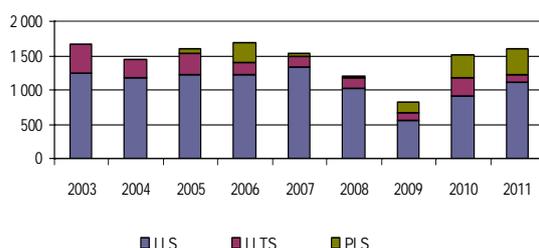
Cet effort budgétaire permet de financer 2 600 logements dont plus de 1 600 neufs et près

		2008	2009	2010	2011	
AE	Logement	34,4	47,6	55,4	59,6	À noter un supplément de CP de 15 M€ (hors plan de relance de 6,7 M€) obtenu en cours d'année.
	RHI	7,4	8,7	11,4	10	
	Total	41,8	56,3	66,8	69,6	
CP		43,8	45,8	57	62,5	

de 1 000 améliorés en 2011. La demande reste cependant très forte dans la région pointoise qui attire 62% de la demande et 44% de la programmation définitive 2011.

*LA MOYENNE SUR LES 9 DERNIÈRES ANNÉES EST DE 1.453 LOGEMENTS NEUFS FINANCÉS PAR AN*

### Actions principales :



### Résorption de l'habitat insalubre (RHI)

près de 13 M€ ont été mobilisés pour financer des opérations de RHI : acquisition et viabilisation du foncier pour construire de nouveaux logements ou mettre aux normes ceux existant.

#### On peut citer notamment :

- **Saint -Martin** : 2,4 M€, dernière tranche de l'opération Quartier d'Orléans.
- **Moule** : Bonan-Vasor-Sergent : 2,956 M€, fin de l'opération et livraison de plates-formes pour 98 LLS, 14 commerces et 19 logements intermédiaires.
- **Abymes** : « Boissard 2012 » : 3,432 M€, pour 241 logements, relogement de 183 ménages. Fin 2011, le **Pôle de l'habitat indigne** a été mis en place pour assurer une meilleure coordination des

acteurs dans le département. Il correspond à l'une des actions prévues par le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) 2011-2013.

**Pour assurer une bonne application**

et une meilleure diffusion des règles assurant la sécurité, le confort et l'accessibilité du bâti, les premiers contrôles de la qualité de la construction sont lancés.. La recherche de matériaux innovants ou bio-sourcés produits localement s'intègrent également dans l'objectif d'un bâtiment durable porté par le Grenelle de l'Environnement.

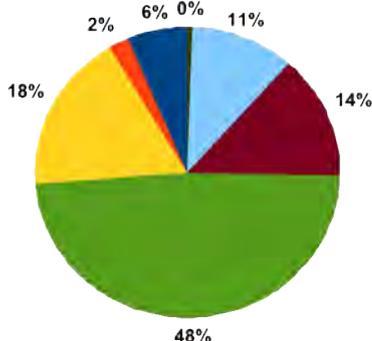
**Projets immobiliers de l'État : 12 M€ pour 2011**

- **Dothémare (Abymes)** : oct 2011, signature du contrat de réservation pour une acquisition en VEFA et début des travaux marqué par la pose de la première pierre par B. Apparu, Ministre en charge du logement
- **Circonvallation (Jardin botanique Basse-Terre)** : 3,5 M€, consultation de groupements concepteurs / constructeurs.
- **Reconstruction** sur le site de Saint-Phy (Basse-Terre) : fin 2011, arbitrage favorable du Secrétaire général du Gouvernement pour un bail à construction 50 M€.
- **De nombreuses autres missions** de soutien aux administrations, dont pour le compte du CREPS qui multiplie les opérations pour assumer son rôle de base de préparation de l'équipe de France pour les JO de 2016 à Rio. 5 M€ sont également mobilisés pour le compte du Conseil

d'État dans le cadre du projet immobilier du Tribunal administratif à Basse-Terre. Plus de 40 M€ consacrés à l'UAG et au CROUS en Grande-Terre.

**Pour répondre au problème de la rareté du foncier**

Potentiel foncier public par propriétaires



l'étude sur la prospection du foncier propre à l'aménagement urbain et de logements sociaux

vient d'identifier environ un potentiel de 10 000 ha dont 1 000 ha de terrains publics

(70 ha pour l'État, une partie est en cours d'analyse dans le cadre du programme national de mobilisation du foncier de l'État pour le logement).

**Une étude a été lancée par la DEAL sur l'état des lieux et les enjeux stratégiques en matière d'habitat en Guadeloupe. Elle vise à procurer aux acteurs du logement des éléments** de diagnostic intégrant des perspectives d'évolution et des clés d'analyse des problématiques.

**Le site de l'Observatoire de l'habitat** est plus accessible et son contenu est enrichi pour en faire un véritable outil de connaissance du territoire et de diffusion de l'information à l'ensemble des acteurs.

**La défiscalisation** s'avère aujourd'hui un outil indispensable à l'équilibre des opérations de logements sociaux, dans une conjugaison avec les subventions directes de l'État. En 2011, elle a été utilisée pour 90% des logements financés. L'unité logement locatif est parvenue à respecter les délais d'instruction des dossiers dans le délai



**PERSPECTIVES 2012**

contraignant qui lui était imparti : tous les dossiers ont pu être soumis à agrément au 1er mai 2011.

En 2012, le service maintiendra son effort d'accroissement de l'offre et de mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Quelques grands chantiers déjà lancés en 2011 sont à poursuivre, on peut citer notamment :

- l'identification des premiers éléments d'une stratégie en matière d'habitat au fil de l'avancement de l'étude « diagnostic et enjeux stratégiques »,
- la mise en œuvre des programmes de construction de logements sociaux et leur

affinement au regard des premières indications stratégiques

- un partenariat renforcé avec les collectivités territoriales et leurs groupements pour l'amélioration de l'accompagnement des demandeurs de logement et des propriétaires modestes,
- l'identification d'un socle de règles de qualité de la construction que les professionnels du bâtiment devront maîtriser,
- le bon fonctionnement du pôle départemental de l'habitat indigne, avec, en particulier, un outil cartographique
- la poursuite des travaux de relogement des

# MDDEE

La mission Développement Durable  
et Évaluation environnementale

## MISSION DU SERVICE

La mission Développement Durable et Évaluation environnementale (MDDEE) répond au besoin de doter la DEAL d'une entité chargée d'évaluer les politiques publiques et d'impulser la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement et d'assurer son suivi.

### La mission comprend 3 pôles d'activités :

#### **Évaluation environnementale**

Expertise en matière d'évaluation environnementale en appui à l'autorité environnementale.

Élabore l'avis de l'autorité environnementale pour le niveau régional et exprime le dire de l'État en matière d'environnement.

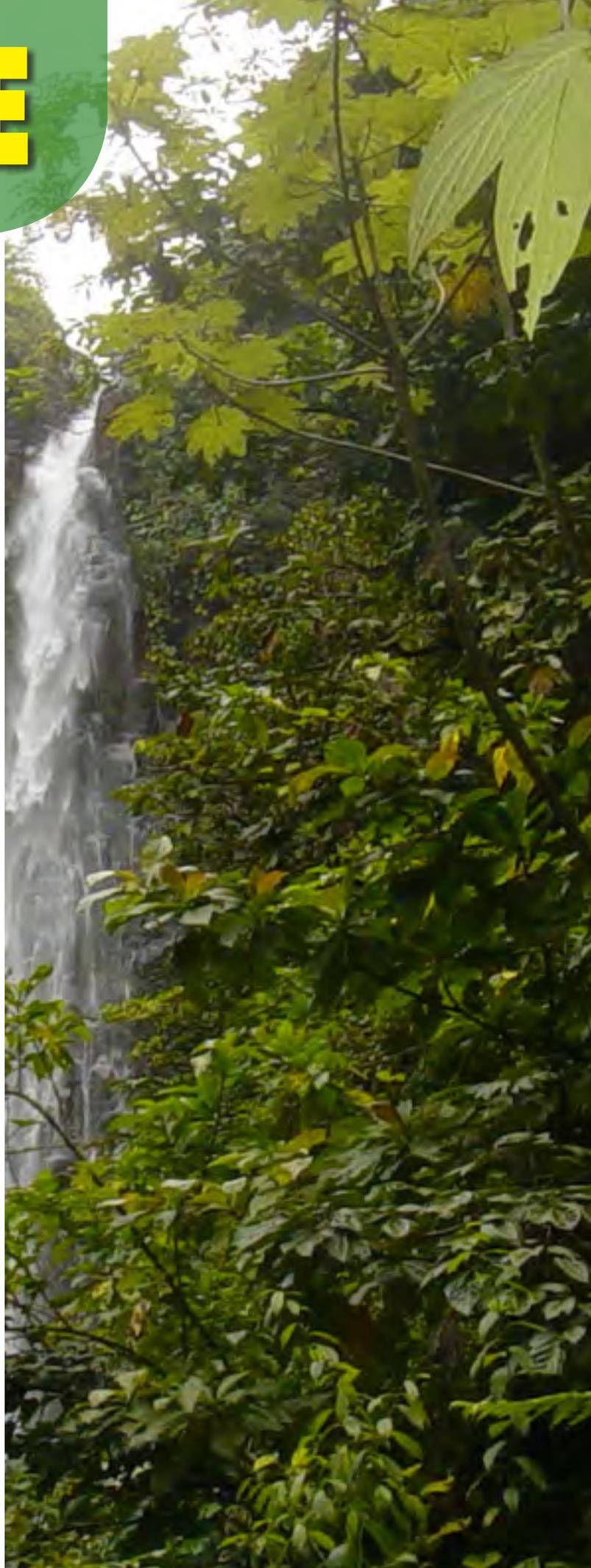
Mène des actions de sensibilisation et d'information des partenaires impliqués dans la démarche.

#### **Information environnementale**

Assure la coordination de l'information environnementale, son organisation et sa mise à disposition du public conformément à la convention d'Aarhus ; elle intègre ainsi le centre de ressources documentaires, la coordination des données environnementales, des observatoires ainsi que les statistiques et la gestion des sites Internet et Intranet (ce dernier point a été placé directement sous l'autorité de la Direction après le départ du Webmestre en septembre 2011).

#### **Promotion du développement durable**

Assure la promotion du développement durable auprès des différents acteurs institutionnels, économiques et associatifs ; pilote les démarches d'éco-responsabilité auprès des services de l'État, et anime le réseau des correspondants éco responsables ; encourage la mise en place d'agendas 21 et autres projets territoriaux de développement durable auprès des collectivités.





## Faits MARQUANTS 2011

L'année 2011 a été marquée par la mise en place effective de la DEAL-971 et de ses services, et donc de nouvelles méthodes de travail en réseau, et procédures à mettre en œuvre.

### **Évaluation Environnementale:**

Activité a minima, (poste vacant mais intérim assuré par un agent du SOCA à mi-temps). 12 avis rendus par l'autorité environnementale locale (Préfet) pour des projets (ICPE, RHI des Abymes, STEP de Capesterre, PC) et plans (PLU des Abymes, Schéma départemental des carrières), et 3 autres avis divers hors procédure réglementaire.

### **Information environnementale:**

Mise en place de la nouvelle application nationale « Répertoire pour le Parc Locatif Social » (RPLS).

Mise à jour du Profil environnemental de la Guadeloupe (groupes de travail partenarial, définition et validation des enjeux et orientations), présentation en PREDD du 10 octobre. Définition de l'architecture du site Internet de la DEAL (départ du Webmaster à la DEAL-Réunion au 1er octobre 2011--> mise en ligne reportée en 2012).

Mise à jour du Système d'Information Documentaire sur l'Environnement (SIDE): 340 références bibliographiques (monographies, études... ) disponibles en ligne, concernant l'environnement de la Guadeloupe.

### **Promotion du Développement Durable:**

La DEAL a été à l'initiative ou partenaire de nombreuses manifestations ou actions dans le domaine du développement durable à destination de publics très variés (semaine du DD 1-7 avril ; semaine de l'environnement à Destreland 3-5 novembre, Pâques à la Plage ; 8ème festival du film de l'environnement et du développement durable Terra Festival, 2-9 avril ; ...).

La convention cadre multipartenariale relative à l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable a été officiellement présentée le 25 février 2011.

Deux nouvelles collectivités (Cap Excellence et Vieux-Habitants), se sont engagées dans une démarche d'Agenda 21 local (soit un total de 9).

Organisation de réunions de formation/information avec les associations de l'environnement d'une part et les Commissaires enquêteurs d'autre part (12 juin et 14 novembre).

Mise en place des diverses réformes en application des décrets post Grenelle (agrément des associations, liste des commissaires enquêteurs).

Finalisation de l'étude sur le « Gisement d'emplois dans le secteur des déchets en Guadeloupe », sous pilotage préfecture. Départ le 30 septembre pour le Conservatoire du Littoral (responsable antenne Guadeloupe)



## PERSPECTIVES 2012

 **Assurer** le remplacement des postes laissés vacants, sur des missions importantes (Évaluation Environnementale, territorialisation du Grenelle).

 **Mettre** en place la procédure d'Évaluation Environnementale (projets, plans et programmes, au cas par cas) en interne et avec nos partenaires. Assurer l'information des maîtres d'ouvrage du nouveau dispositif et sa mise en œuvre.

 **Finaliser** « l'Etat de l'Environnement de la Guadeloupe » (édition et diffusion du rapport, mise en ligne des informations sur le site internet de la DEAL) et mettre à disposition les données cartographiques et thématiques

validées correspondantes.

 **Continuer** le partenariat avec l'INSEE sur le dossier logement (demande de logement social, prix du terrain à bâtir, profil du parc social et ses loyers, conditions du logement).

 **Activer** un certain nombre de réseaux locaux ou groupes de travail (Agenda 21, Evaluation Environnementale, éco-responsabilité, données environnementales, territorialisation du Grenelle ...) via le PREDD notamment.

 **Poursuivre** la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et du Grenelle en Guadeloupe.

# RED

Risques Énergie Déchets



Centrale Géothermique de Bouillante

## MISSION DU SERVICE

la DEAL Guadeloupe a été créée le 1er janvier 2011. L'ensemble des activités de l'antenne de Guadeloupe de la DRIRE Antilles-Guyane a été repris par le service RED, hormis le développement économique (2 agents) et la métrologie légale (1 agent) qui ont rejoint la DIECCTE Guadeloupe. A ces activités a été ajoutée la prévention des risques naturels (plan séisme Antilles, PPRN, directive inondation).

Le service risque énergie déchets (RED) est l'un des sept services de cette direction. Il a en charge, pour la Guadeloupe continentale et les dépendances proches ainsi que les îles du nord, l'ensemble des activités liées à la prévention des risques technologiques et des risques naturels, ainsi que le suivi technique et réglementaire de l'énergie et l'animation de la thématique déchets.

Installé sur deux sites (Basse-Terre / Dugommier et Jarry / Chapelle), le service est articulé en trois pôles :

le pôle risques technologiques (Jarry)

le pôle risques naturels (Basse-Terre)

le pôle énergie – véhicules (Jarry)

La thématique déchets est suivie sur le plan stratégique et financements par un chargé de mission rattaché au chef du service, et sur le plan réglementaire (ICPE) par l'unité installations classées déchets – sols pollués du pôle risques technologiques.



## Faits MARQUANTS 2011



### Personnel :

Renfort administratif par deux agents de catégorie C (dont un en remplacement d'une secrétaire en situation de CLM) pour absorber les missions d'assistance du pôle risques technologiques et y adjoindre les missions de l'ex-bureau de l'environnement de la préfecture (suivi des ICPE D et E, préparation et suites des CODERST).

Départ au 1er septembre de l'ingénieur chef de l'unité risques accidentels.



### Risques chroniques :

Respect des objectifs du plan stratégique de l'inspection des ICPE.

Interventions sur pollution accidentelles (Montebello, Bologne, SITA Verte)



### Risques accidentels :

Finalisation du PPRT de Jarry qui a été approuvé le 5 septembre 2011.

Première réunion du pôle interrégional risques Antilles Guyane en octobre à Cayenne.



### Déchets :

L'organisation du transfert des déchets collectés sur les îles du sud a débuté, ainsi que la réhabilitation des décharges fermées en 2008 et 2010.

Sollicitation sur enquête de l'association Robin des Bois.

Une inspection de la décharge de la Gabarre en septembre a conduit à la mise en demeure du SICTOM et des principaux producteurs de déchets (communes et industriels) de respecter les filières autorisées, en particulier pour les déchets verts et les déchets industriels banals.

### **Carrières et explosifs :**

Les travaux d'élaboration du schéma départemental des carrières se sont poursuivis pour un achèvement prévu début 2012, en collaboration avec le BRGM.

L'extension de la carrière SADG de Deshaies a été instruite et autorisée, et l'instruction de l'extension de la sablière de Guadeloupe à Rivière-Sens a débuté, en conformité avec le SAR approuvé mi-2011.

### **Risques naturels**

Plan séisme Antilles : séminaire « continuité d'activité »

Directive inondation : lancement de l'EPRI et identification des TRI

PPRN : approbation du PPR de St-Martin, lancement du marché d'évaluation des PPR

### **Energie-véhicules :**

Démarrage de l'élaboration avec le conseil régional du schéma régional climat air énergie.



## **PERSPECTIVES 2012**

### **Personnel**

Renfort au 1er juin d'un ingénieur chef d'unité climat-énergie renouvelables, et potentiel remplacement de l'ingénieur risques accidentels

Congé maternité de l'ingénieur responsable de l'unité inondations (premier semestre)

### **Risques chroniques**

Développement des thématiques REACH et GIDAF

### **Risques accidentels**

Etablissement des conventions de financement des mesures foncières liées au PPRT

Instruction de l'étude de dangers du port autonome de la Guadeloupe

### **Déchets**

Application stricte du code de l'environnement et du PDEDMA pour ce qui concerne la décharge de la Gabarre (AP complémentaire limitant les tonnages et les catégories de déchets admissibles).

Poursuite de la réhabilitation des décharges fermées et de l'organisation pérenne du transfert des déchets des îles du sud.

### **Carrières et explosifs**

Autorisation de l'extension des sablières de Guadeloupe

Action nationale prioritaire sur les explosifs de divertissement

Instruction de l'étude de dangers du dépôt d'explosifs SODIMAT

### **Risques naturels**

Plan séisme Antilles : séminaire juridique « responsabilité des élus » en juin

Directive inondation : approbation de l'EPRI

PPRN : évaluation des PPR, révision du PPR de Petit-Bourg, mise en ligne de l'outil informatique PPR

### **Energie**

Instruction transversale par la DEAL de l'appel d'offre de la commission de régulation de l'énergie (CRE) sur les centrales photovoltaïques au sol avec stockage d'énergie.

Suivi du projet de STEP marine porté par EDF sur la Grande Terre

Instruction de l'autorisation d'ouverture de travaux miniers (régularisation) pour Géothermie Bouillante.

Finalisation du schéma régional climat air énergie.

# RN

Ressources Naturelles



*Ctenistis macrotheca*

## MISSION DU SERVICE

Le service Ressources Naturelles (SRN) est l'un des 7 services et 3 missions de la DEAL. Il a en charge, sur le territoire des îles de la Guadeloupe et Saint-Martin, la production des données sur l'eau et les milieux naturels, la préservation et la gestion de la ressource en eau et des milieux naturels, la déclinaison de la politique de l'eau, l'exercice de la police de l'eau et la coordination des polices de l'environnement. Installé sur deux sites (Basse-Terre et Fouillole), le service est composé d'une unité administrative et de trois pôles techniques :

- l'unité de coordination administrative et gestion financière (Basse-Terre)
- le pôle biodiversité, sites et paysages (principalement Basse-Terre et Fouillole)
- le pôle polices de l'eau et de la nature, constitué d'une unité de police de l'eau basée à Basse-Terre et une unité de police de l'eau basée à Fouillole
- le pôle connaissance et politique de l'eau (Basse-Terre).

L'effectif du service est de 28 agents.



## FAITS MARQUANTS 2011

### Biodiversité terrestre

Création de la réserve naturelle nationale de la Désirade par décret du 19 juillet 2011, première réserve géologique des DOM.

La Région et la DEAL ont initié l'élaboration conjointe du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (DEAL) et du Schéma Régional du Patrimoine Naturel et de la Biodiversité (Conseil régional).

Lancement des 3 premiers appels à projet de la Stratégie Nationale de Biodiversité et BEST.

Réalisation du diagnostic sur les espèces exotiques envahissantes.

Le PNA « Iguana delicatissima » a été relancé, en étroite collaboration avec la DEAL Martinique et l'ONCFS.

Transfert du guichet chasse à la DEAL.

### Biodiversité marine

La collaboration avec les associations et l'ONCFS pour le suivi des espèces protégées s'est poursuivie (réseau tortues marines, suivis mammifères marins, expérience ponton de coraux...).

L'espèce « Pterois volitans » (poisson lion) continue d'envahir l'archipel guadeloupéen. Une stratégie initiale a été mise en place pour informer le grand public et doter les clubs de

plongée de kits de capture.

L'anniversaire des 20 ans de protection des Tortues marines a été l'occasion de communiquer largement autour de leurs habitats terrestres (plages) en danger.

Enfin le phénomène d'invasion par les algues Sargasses du littoral de l'archipel de Guadeloupe (côtes au vent) a mobilisé la DEAL de juillet à décembre 2011.

### Sites et paysages

Organisation, en partenariat avec le Conseil régional, les 9 et 10 décembre 2011, des deuxièmes journées du paysage sur le thème « à la croisée des paysages ». L'objectif visé par cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la convention européenne du paysage. Le WTC de Jarry a accueilli plus de vingt intervenants, experts en matière de paysages, provenant de la Caraïbe, d'Amérique latine et de France hexagonale.

Le point d'orgue de ces journées fut la présentation des Atlas du Paysage de la Guadeloupe et de la Martinique.

Démarrage de l'étude paysagère du classement des Monts Caraïbes.

### Assainissement et FEDER :

En 2011, le service Ressources Naturelles a concentré ses efforts sur les 19 aggloméra-

tions concernées par la directive sur les Eaux Résiduaires urbaines (DERU), en poursuivant les actions de polices administrative et judiciaire développées depuis 2005 et en les couplant à un accompagnement financier par le PO-FEDER. Cette action a permis de suspendre le risque de contentieux sur les cas les plus tendus. En fin d'année 2011, le montant des opérations financées sur le PO FEDER pour l'assainissement était de 30 M€, dont 14,5M€ programmés au cours de l'année 2011.

### **Police de l'environnement :**

Elaboration d'un plan de contrôle interservices des polices de l'environnement 2011-2013 approuvé par le préfet et les procureurs des parquets. Un projet de protocole Parquet-Etat-SMPE, élargi ensuite au Parc National, à l'ONF et au Conservatoire du Littoral, a été

rédigé et proposé pour accord aux parquets en septembre 2011.

### **Politique de l'eau :**

Création de la mission interservices de l'eau et de la nature (MISEN)

Mise en place d'un dispositif cadre sécheresse approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2011.

Elaboration du volet Guadeloupe du plan d'action du Schéma national des données sur l'eau pour l'Outre mer (2012-2014) visant à mettre en place les dispositifs spécifiques justifiés par les caractéristiques de l'outre-mer. Implantation d'une nouvelle station hydro-métrique à Deshaies, secteur pour lequel il y avait une absence totale de données et amélioration des équipements existants pour un coût total (stations + matériel de jaugeage) de 24 560 €.



## PERSPECTIVES 2012

### **Biodiversité terrestre**

Désignation du gestionnaire de la nouvelle réserve naturelle de la Désirade et mise en place des premières mesures.

Désignation du BE et lancement de l'étude du SRCE et du SRPNB.

Les projets lauréats des premiers appels à projets (AAP) de la SNB seront mis en œuvre, les nouveaux AAP 2012 seront suivis.

Réalisation du plan d'actions sur les espèces exotiques envahissantes.

Renouvellement de la composition du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN).

Mise en œuvre des premières actions liées au marché « d'appui cynégétique » passé avec l'ONCFS.

### **Biodiversité marine**

L'IFRECOR sera relancée, une stratégie quinquennale doit être mise en place.

Invasion du poisson lion : une stratégie sur 2012/2014 sera mise en place avec l'ensemble des acteurs du milieu marin.

### **Sites et paysages**

Présentation de l'Atlas des Paysages de la Guadeloupe en partenariat avec la Région, diffusion et mise en ligne.

Validation de la procédure locale du classement du site de la Grande Vigie et des

Falaises est de la Grande-Terre par la commission des sites.

Lancement de l'étude paysagère relative au classement du site des Monts Caraïbes et d'une étude pour le classement du cimetière de Morne-à-l'Eau.

### **Assainissement :**

La poursuite de la résorption du contentieux ERU, reste une priorité.

Police de l'environnement :

Les perspectives pour 2012 sont la mise en place d'un programme de contrôle 2012 et d'un outil partagé de suivi des contrôles ainsi que des opérations de communication.

### **Politique de l'eau :**

Engager les travaux de révision du SDAGE : consultation du public sur les questions importantes, révision de l'état des lieux En matière d'hydrométrie, poursuivre la modernisation du réseau et lancer une campagne de jaugeages pour fiabiliser les données, et selon la disponibilité des crédits, étendre le réseau avec la réouverture d'une à deux stations (Sainte Rose, Prise d'eau ou Morne-à-l'eau).

La mission de rétablissement de la continuité écologique sera à poursuivre avec la visite des sites restant à aménager et la rédaction du dossier de consultation pour la réalisation des études hydrauliques.

# SOCA

Service Opérationnel  
de Conseil d'Appui

## MISSION DU SERVICE

Service opérationnel en contact direct et fréquent avec les collectivités, le S.O.C.A. prodigue des conseils aux communes dans le cadre de leurs projets d'aménagement (émergence de projet à laquelle contribuent les Missions d'Appui Territorial de Basse-Terre et de Grande Terre) dans la gestion de leurs infrastructures (Aide Technique de Solidarité pour l'Aménagement du Territoire apporté par l'unité Ingénierie d'Appui aux collectivités – I.A.C.), conduite de la politique communale de lutte contre les constructions illicites et l'affichage sauvage.

Le service apporte en outre son appui aux communes dans la conduite des commissions communales d'accessibilité, dans l'instruction des permis de construire de compétence communale assuré par les unités Application du Droit des Sols de Basse-Terre, Grande Terre (Jarry et Anse-Bertrand) et la Mission Territoriale de Marie Galante.

Il a encore apporté en 2011 son appui aux services de l'aviation civile (via l'unité Ingénierie Aéroportuaire) dans le cadre de conventions de mise à disposition pour la gestion du patrimoine Aviation Civile et l'accompagnement des projets d'investissement en Guadeloupe, et participent aux nombreuses commissions de sécurité (et commissions « grands rassemblement ») organisées par les services préfectoraux.

Enfin, il assure pour le compte de l'Etat des missions de police dans le domaine de l'urbanisme, de l'affichage publicitaire ou de la surveillance et la conservation du domaine public maritime (mission lutte contre les constructions illicites et missions territoriales) et porte la politique de l'Etat en matière d'accessibilité de la voirie et de l'Espace public, via la cellule IAC.



## FAITS MARQUANTS 2011

 Dans le domaine de l'ingénierie aéroportuaire, l'année 2011 a été en grande partie consacrée à la préparation du transfert de cette activité (au 1er janvier 2012) au Service Nationale d'Ingénierie Aéroportuaire. En parallèle, les travaux de levée des réserves du nouveau bloc technique de l'aviation civile (tour de contrôle) ont été poursuivis et ceux de la plateforme « énergie » ont été pilotés. En matière d'application du droit des sols, outre l'adaptation de l'organisation du service et l'actualisation des conventions de mise à disposition pour l'instruction des permis dans les communes de moins de 10 000 habitants, un travail conséquent a été engagé afin de finaliser la liquidation des taxes d'urbanisme des années antérieures dans ces communes et de préparer la réforme de la nouvelle taxe d'aménagement, au sujet de laquelle une réu-

nion interservice (Préfecture, DEAL, Finances Publiques) d'information des communes a été organisée avec l'appui du C.A.U.E. en septembre.

 Pour ce qui concerne l'ingénierie de solidarité (ATESAT), huit nouvelles (ou actualisations de) conventions ont été signées en 2011. Le service a dressé les tableaux de classement de voirie de trois communes et a engagé les visites d'ouvrages d'art des communes bénéficiant des prestations de l'ATESAT.

 Dans le cadre des missions d'appui territorial, le service a contribué en 2011 à la synthèse des positions de la DEAL sur plusieurs sujets importants : aménagement du secteur « Valkanaers » à Gourbeyre, projet d'aménagement de l'Anse Morel aux Saintes,



Projet d'aménagement de l'Anse Morel aux Saintes

localisation de la station d'épuration de La Désirade, faisabilité d'une piste d'accélération à Anse-Bertrand, modalités de résorption de l'occupation du domaine public maritime aux abords de l'université à Fouillole et sous la ligne Haute Tension EDF à la Gabarre. La mission territoriale de Marie Galante a en

outre renforcé son rôle de représentation inter-services de la DEAL en participant à plusieurs réunions sur « la grande galette » pour le compte des services (FTES, LC, RN) et en participant activement à la préparation du séminaire du Plan Séisme Antilles organisé sur place.



## PERSPECTIVES 2012

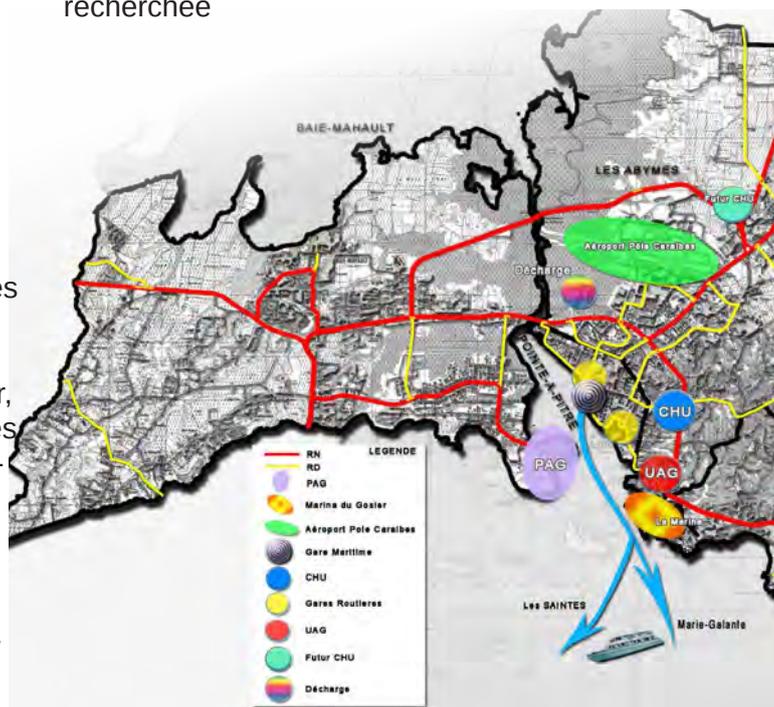
La prise en charge des problématiques d'affichage publicitaire en 2011 doit conduire à la relance de nouvelles actions dans ce domaine, en particulier sur le secteur de l'agglomération pointoise et de la riviéra.

Les missions d'appui territorial doivent pour leur part renforcer leur présence auprès des collectivités pour mieux contribuer à l'émergence de nouveaux projets en 2012. Ceci se traduira par une place renforcée du service dans la synthèse des connaissances territoriales et des avis des services de la DEAL. En matière d'urbanisme, le service devra favoriser l'appropriation de nouvelles réformes par l'ensemble des acteurs : administrations et collectivités (seuils des autorisations d'urbanisme, calcul de la surface de plancher, nouvelle taxe d'aménagement, majoration des droits à construire, etc.) et assurer la liquidation de la nouvelle taxe pour l'ensemble des communes de Guadeloupe.

L'ingénierie d'appui devra conforter son expertise des ouvrages d'art communaux pour les communes éligibles, notamment par la mise en œuvre d'une technique innovante d'examen de certains ouvrages.

Dans le domaine de l'accessibilité, la démarche pour favoriser une vision globale des communes sur leurs infrastructures sera

renouvelée (en vue d'engager la réalisation effective des premiers Plans d'Accessibilité de la Voirie et de l'Espace public) et une synergie avec les problématiques d'accessibilité des établissements recevant du public sera recherchée



Données SIG



Réunion de service

## MISSION DU SERVICE

*Le Secrétariat Général est le service support dont la principale activité est d'être au service des services de la DEAL afin de leur permettre d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions. Outre le bureau administratif, le SG est composé de 11 unités ou entités réparties en 2 pôles : le pôle Ressources Humaines et le pôle Logistique.*

*La création de la DEAL a changé fondamentalement les habitudes de travail pour le Secrétariat général qui a dû s'adapter et intégrer les différences d'entités venant d'horizons très divers. En particulier les nombreux nouveaux statuts, plus de vingt corps de fonctionnaires, les instances de concertation du dialogue social, les modes de gestion ont dû être actifs rapidement.*



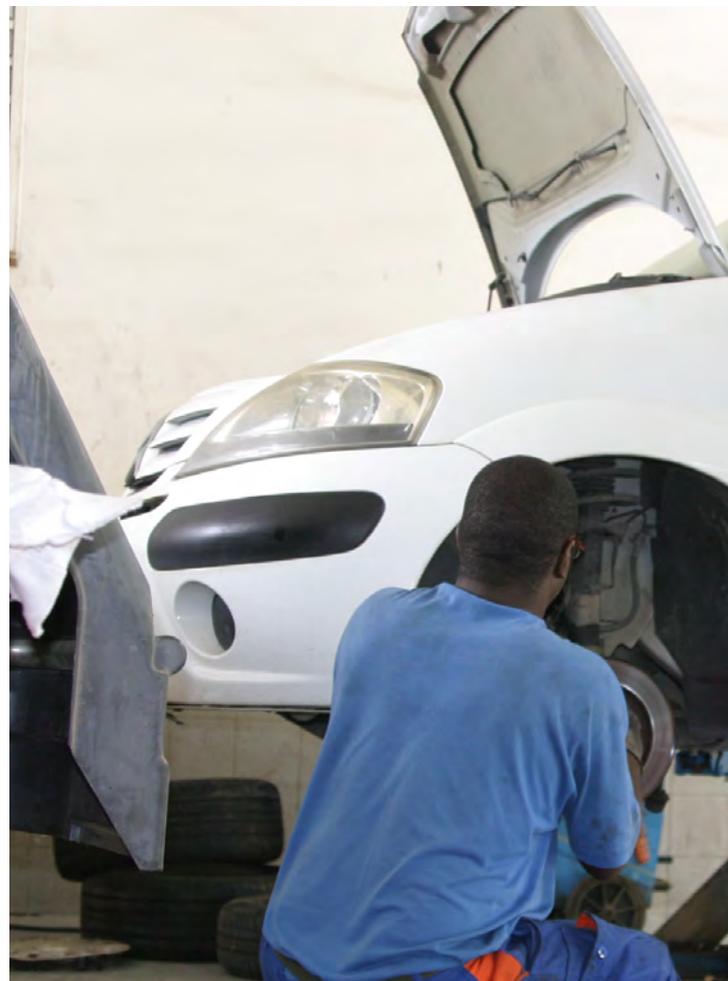
## FAITS MARQUANTS 2011

### Pôle ressources humaines

■ L'année 2011 aura été marquée par un nouveau mode de fonctionnement au niveau du secrétariat général à travers la mise en place d'une organisation Ressources Humaines composée d'un Service Employeur et d'un pôle support intégré –PSI-, configuré pour anticiper le transfert du PSI auprès du CPSI Basse Normandie.

La clarification des missions a ainsi permis au Service Employeur, d'apurer les dossiers des agents devant partir en retraite. De même les agents du PSI se sont fortement mobilisés pour assurer la continuité de la paie malgré la bascule des dossiers.

■ Au-delà de ces deux importants aspects, les agents ont assuré les prestations attendues tant en ce qui concerne le volet formation (22 actions de formation PEC et 55 actions de formation stratégiques) que le volet médico-social. Ce dernier a mis en œuvre une démarche permettant, avec le concours d'une psychologue, d'aider les agents pour un mieux vivre ensemble dans un nouvel environnement institutionnel.



Atelier Saint-phy Basse-Terre

## Pôle ressources Logistique

- Sur le plan logistique, le service a su faire face aux 80 déménagements et à de nombreux travaux effectués en régie pour adapter ces regroupements, aussi bien en Basse Terre qu'en Grande Terre. Ainsi, les moyens généraux ont pu répondre aux besoins de gestion et de maintenance du parc automobile de la DEAL avec son organisation à St Phy et son relais en Grande Terre.
- Le service informatique a, pour sa part, mis en œuvre le dispositif unifié de partage des données et de sauvegarde, et mis à niveau la sécurité des postes de travail.
- De même, l'accompagnement des possesseurs de licences « Chorus consultation » pour qu'ils deviennent autonomes dans le suivi de leur budget et consommation, est à souligner. En 2011, l'unité « Chorus et marchés » a traité 1617 engagements juridiques et 4664 demandes de paiement.
- Enfin, la démarche entreprise au niveau de l'archivage sur les 12 sites de la DEAL, a valu un article dans l'intranet du Ministère.



Archives Basse-Terre



## PERSPECTIVES 2012

Les perspectives pour l'année 2012 consistent à consolider l'organisation de la DEAL en procédant aux ajustements nécessaires et à poursuivre l'effort de rationalisation qui sera permis de réaliser à travers le regroupement des services au Jardin Botanique à Basse-Terre, lié à la démolition / reconstruction de la tour et à Dothémare commune des Abymes, qui regroupera les services actuellement disséminés sur cinq sites sur la Grande Terre.

# INDICATEURS 2011

2.1 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT PRIVÉ		Pn 2010	Pn 2011
<b>PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS :</b>			
	Nombre de dossiers financés	374	507
	Subventions accordées	6,2 M€	8,5 M€
<b>PROPRIÉTAIRES BAILLEURS :</b>			
	Nombre de logements financés ANAH	45	8
	Crédits en millions d'euros	1	0,4
<b>LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT SOCIAL</b>			
	Logements sociaux réhabilités (y compris parasismique)	272	475
	Logements locatifs sociaux neufs financés	1 505	1 609
	Crédits en millions d'euros	47,6	48,3
<b>LOGEMENT – ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ</b>			
<b>LES groupés :</b>			
	Nombre de logements financés	66	34
	Subventions accordées	3 M€	1,4 M€
<b>LES diffus :</b>			
	Nombre de logements financés	18	8
	Subventions accordées	0,5 M€	0,2 M€
<b>LOGEMENT – RHI (RESORPTION HABITAT INSALUBRE)</b>			
	AP engagés (en millions d'€)	11,4	10
	CP dépensés (en millions d'€)	14,9	10,3
<b>ANRU</b>			
	Subventions	5,7 M€	8,3 M€
	Mandatements	3,9M€	4,9 M€
	Nombre de dossiers	25	39
<b>2.2 TRANSPORTS</b>			
<b>NOMBRE D' ENTREPRISES DE TRANSPORTS DE MARCHANDISES</b>			
	Transporteurs publics au registre	582	561
	Transporteurs publics en règle	383	511
<b>NOMBRE D' ENTREPRISES DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS</b>			
	<i>Transporteurs publics au registre</i>	294	252
	Transporteurs publics en règle	245	224
<b>CONTROLES REALISES EN COORDINATION AVEC LES FORCES DE L'ORDRE SUR ROUTE :</b>			
<b>NOMBRE DE VEHICULES CONTROLES :</b>			
	Marchandises	387	369
	Voyageurs	177	169
	PV dressés	28	94
<b>NOMBRE DE VEHICULES PESES :</b>			
	Marchandises	553	523
<b>NOMBRE DE VEHICULES EN INFRACTION :</b>			
	Marchandises	408	52
	Voyageurs	57	42
<b>NOMBRE DE VEHICULES SANS INFRACTION :</b>			
	Marchandises	302	317
	Voyageurs	121	127

# DEAL Guadeloupe

NOMBRE DE CERTIFICATS DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DELIVRES :			
	Marchandises < 3,5 T	44	41
	Marchandises + 3,5 T	26	27
	Voyageurs	24	18
	Commissionnaire	6	6
<b>2.3 FONDS EUROPÉENS</b>			
<b>PO 2007-2013</b>			
	Nombre de dossiers programmés en 2010	53	54
	Montants (en millions d'€)	70,5	150,8
<b>ETAT-CPER 2007-2013</b>			
	Nombre de dossiers programmés en 2010	19	13
	Montants (en millions d'€)	9,4	34,7
<b>2.4 EDUCATION ROUTIERE</b>			
	Nombre de permis de conduire passés :		
	A	599	624
	B	5 922	6 328
	EC	451	499
	ETG	6 615	8 166
	TOTAL	13 587	15 617
	Taux de réussite au code :	50%	50%
	Taux de réussite Permis B :	43%	46%
<b>2.5 AMENAGEMENT</b>			
<b>ADS</b>			
	Nombre de permis de construire communaux instruits par la DEAL	1 103	1 188
	Nombre de permis de construire État instruits par la DEAL	41	28
	Nombre de déclarations préalables instruites par la DEAL	788	684
	Nombre de permis de construire d'aménager instruits par la DEAL	26	28
<b>PLU</b>			
	Nombre de PLU en cours de révision	32	31
	Nombre d'avis État sur les PLU	2(défavorables)	1 (favorable sous-réserve)
<b>CONTENTIEUX</b>			
	Nombre de dossiers instruits	61	50
<b>DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>			
	Surface gérée (ha)	4 780	4 780
	Nombre d'AOT délivrés	33	17
	Nombre d'avis sur les ventes	241	395
<b>2.6 EAU</b>			
<b>LOI SUR L'EAU : NOMBRE DE DOSSIERS INSTRUITS :</b>			
	Dossiers d'autorisation	1	11
	Dossiers de déclaration	21	47

	<b>PREVENTION DES RISQUES</b>		
	NOMBRE DE PPR APPROUVÉS	5	1
	Nombre de PPR mis à l'enquête publique	1	0
	PLAN SÉISME : NOMBRE D'ÉCOLES PRIMAIRES FINANCÉES		10
<b>2.7 ESPACES NATURELS</b>			
	NOMBRE DE CLASSEMENTS NOUVEAUX (SITES, RÉSERVES NATURELLES)	0	1
<b>2.8 INDUSTRIE INSTALLATIONS CLASSEES POUR PROTECTION ENVIRONNEMENT ICPE</b>			
	Nombre de demandes d'autorisation reçues :	7	8
	NOMBRE D'ARRÊTÉS DE MESURE D'URGENCE :	1	0
	Nombre d'arrêtés de mise en demeure signés :		23
	NOMBRE DE PROCÈS VERBAUX DRESSÉS DANS L'ANNÉE :	6	10
	Visites d'inspection :	36	51
	inopinées :	12	10
	approfondie dans un établissement		36
	relevant de la directive SEVESO :	4	2
	NOMBRE DE PLAINTES :	3	4
	Inspections installations en déclaration :	1	0
	Electricité (livraison, part nrj renouvelables, puissance théorique installée, ...)		
	Combustible		

**CLAS**  
Comité local d'action sociale  
Viviane DEGLAS / 0590 99 43 24

**Directeur Adjoint**  
Aménagement - Transports - Construction  
Vincent ROYER / 0590 99 43 42

**Directeur**  
Délégué territorial adjoint de l'ANRU / Délégué de bassin  
Daniel NICOLAS / 0590 99 43 21

**Directeur Adjoint**  
Management - Risques - Ressources Naturelles  
M... N... / 0590 99 43 20

**Communication Externe**  
Presse - coopération régionale  
Nady VIAL-CARRERA / 0590 99 46 40

**Paysagiste conseil**  
Jean-Pierre SAURIN / 0590 99 35 60

MRU	ATOL	FTES	LC	MDD	RED	RN	SOCA	SG	
<p><b>Thibaud DESBARBIEUX</b> 0590 98 98 95</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE MISSION Équipe Projet Pointe-à-Pître Marie-France CUVILLER 0590 98 32 33</p> <p>Équipe Projet Alymes et Basse-Terre Sabine KAWAMURA 0590 98 59 57</p> <p>Pôle Appui Technique et Administratif</p>	<p><b>Alexandra CARPENTIER</b> 0590 99 43 15</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Marc LEROY 0590 99 43 33</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Aline RAMSAMY 0590 99 46 49</p> <p>Gestion de l'espace littoral Liliane MONTOUT-BEAUPERTHUY 0590 21 29 16</p> <p>Planification urbaine ville durable BT et GT Stéphanie DRACON 0590 99 43 87</p> <p>Territoires et perspectives - SIG Boris DOBRZYCHINE 0590 99 46 64</p> <p>Affaires juridiques David CHEVALLIER 0590 99 43 65</p>	<p><b>Peio DOURISBOURE (Pi)</b> 0590 99 46 75</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Peio DOURISBOURE 0590 99 46 27</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Magarath SAINT-JEAN THÉRÈSE 0590 99 46 28</p> <p>Pôle Europe financements Jérôme BONAVENT 0590 99 46 54</p> <p>Suivi financement / certification Pascal GAUQUELIN 0590 99 43 54</p> <p>Pôle Transport, Économie, Sécurité Peio DOURISBOURE 0590 99 46 27</p> <p>cellule départementale sécurité routière Chantal DURIMEL 0590 60 40 46</p> <p>Pôle éducation routière Wilfried LISE 0590 60 40 32</p> <p>Gestion contrôle des transports terrestres Monique GRENOT 0590 99 43 97</p> <p>Dépassements et observatoire régional des transports Christian PONT 0590 99 43 63</p>	<p><b>Dominique JONCKHEERE</b> 0590 99 43 40</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Isabelle VERON 0590 99 43 41</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Viviane DJOUX-VALY 0590 99 35 75</p> <p>Politique du logement et de la construction Isabelle VERON 0590 99 43 41</p> <p>Logement locatif Pascal LE GRAND 0590 99 46 87</p> <p>Qualité construction et accessibilité Marc CLAUDIN 0590 99 43 55</p> <p>Revitalisation urbaine et habitat indigne Joelle SZUDAROVITS 0590 98 65 85</p> <p>Accès à la propriété et amélioration de l'habitat Philippe MASUREL 0590 99 43 94</p> <p>Soutien à la politique immobilière de l'État Martial PELLEGRINELLI 0590 99 43 92</p> <p>Constructions publiques de Basse-Terre Éric VERGNE 0590 60 40 91</p> <p>Constructions publiques de Grande-Terre Guy THOLE 0590 98 93 89</p>	<p><b>Louis REDAUD</b> 0590 41 04 60</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE MISSION Jérôme BLANCHET 0590 99 35 75</p> <p>Évaluation environnementale et gestion financière Jérôme BLANCHET 0590 99 35 75</p> <p>Information environnementale Documentation Patricia HAUTCASTEL 0590 41 04 50</p> <p>Coordination observatoires et statistiques Christophe RAFFRAF 0590 99 46 24</p> <p>Données et référentiels Jean-Claude ROMAGNY 0590 99 35 61</p> <p>Promotion du développement durable Eco responsabilité, Éducation au Développement Durable Martine WHITE-SINIVASSIN 0590 41 04 53</p> <p>Associations, entreprises, méliers verts Maryse JUMINER 0590 99 99 90</p>	<p><b>Didier RENARD</b> 0590 38 03 55</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Christel SGARD 0590 38 03 60</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Guillaume STEERS 0590 60 40 84</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Frances-Ise LEONIDAS 0590 38 03 53</p> <p>Mission déchets Europe David PONCEZ 0590 38 03 59</p> <p>Pôle risques technologiques déchets Christel SGARD 0590 38 03 60</p> <p>CPE risques chroniques Christel SGARD 0590 41 04 55</p> <p>CPE risques accidentels M... 0590 38 03 66</p> <p>CPE déchets Nicolas LAPENNE 0590 38 03 47</p> <p>Pôle risques naturels Guillaume STEERS 0590 60 40 84</p> <p>Gestion de crise/délestage Gérard LOUSTALOT 0590 99 43 50</p> <p>Prévention des Risques B-T Marc FELICITE 0590 60 40 86</p> <p>Prévention des Risques G-T Philippe THENARD 0590 38 03 62</p> <p>Plan Sésime Anillies Françoise VARIN 0590 60 40 85</p> <p>Unité Inondations Aude COMTE 0590 60 40 79</p> <p>Pôle énergie véhicules Philippe EDOM 0590 38 03 48</p> <p>Energies Philippe EDOM 0590 38 03 48</p> <p>Climat Pascal LI-TSOË 0590 38 03 48</p> <p>Véhicules Jean-Paul GENGUELOU 0590 38 03 51</p>	<p><b>Etienne JACQUES</b> 0590 98 92 92</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Maurice ANSELME 0590 98 80 01</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Franciane LEBORGNE 0590 98 92 90</p> <p>Mission lutte contre les constructions illicites Marcet NAGERA 0590 41 04 61</p> <p>Biodiversité marine Franck MAZEAS 0590 41 04 56</p> <p>Unité Basse-Terre Lydia DEMÉTRIUS 0590 60 40 71</p> <p>Unité Grande-Terre Emmanuel MACAL 0590 98 79 99</p> <p>Ingénierie d'appui aux collectivités Daniel HALLAR 0590 98 93 90</p> <p>Mission d'Appui Territorial Grande-Terre Maurice ANSELME 0590 98 59 60</p> <p>Mission d'Appui Territorial Basse-Terre Michael VIGNON 0590 60 40 89</p> <p>Mission territoriale Marie-Galante Mathieu BERNADET 0590 60 40 71</p>	<p><b>Pascal FAUCHER</b> 0590 99 35 78</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Didier LOPEZ 0590 41 04 61</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Colette HULMAN 0590 99 35 64</p> <p>Pôle biodiversité, Sites et paysages Didier LOPEZ 0590 41 04 61</p> <p>Biodiversité marine Franck MAZEAS 0590 41 04 56</p> <p>Unité Basse-Terre Lydia DEMÉTRIUS 0590 60 40 71</p> <p>Biodiversité terrestre Luc LEGENDRE 0590 41 04 55</p> <p>Pierre BOESCH 0590 41 04 58</p> <p>Katy BAUCHAUD 0590 99 99 92</p> <p>Sites et paysages Roseline QUIKO 0590 41 04 63</p> <p>Pôle Polices de l'eau et de la nature Christine VIGNON 0590 99 35 60</p> <p>Unité Basse-Terre Cyril DELHAISE 0590 99 35 69</p> <p>Unité Grande-Terre Muriel REGARD-ALCHAKKIF 0590 21 29 21</p> <p>Pôle connaissance et politique de l'eau Catherine BADLOU 0590 99 35 79</p> <p>Politique eau Catherine BADLOU 0590 60 40 79</p> <p>Qualité de l'eau et des milieux aquatiques Sophie GLEFFIN 0590 99 35 63</p> <p>Hydrogéologie et pollutions diffuses Xavier DELLOUE 0590 99 35 60</p> <p>Hydrométrie, gestion quantitative Caroline QUERE 0590 99 99 94</p>	<p><b>Etienne JACQUES</b> 0590 98 92 92</p> <p>ADJOINT AU CHEF DE SERVICE Maurice ANSELME 0590 98 80 01</p> <p>Coordination administrative et gestion financière Franciane LEBORGNE 0590 98 92 90</p> <p>Mission lutte contre les constructions illicites Marcet NAGERA 0590 41 04 61</p> <p>Biodiversité marine Franck MAZEAS 0590 41 04 56</p> <p>Unité Basse-Terre Lydia DEMÉTRIUS 0590 60 40 71</p> <p>Unité Grande-Terre Emmanuel MACAL 0590 98 79 99</p> <p>Ingénierie d'appui aux collectivités Daniel HALLAR 0590 98 93 90</p> <p>Mission d'Appui Territorial Grande-Terre Maurice ANSELME 0590 98 59 60</p> <p>Mission d'Appui Territorial Basse-Terre Michael VIGNON 0590 60 40 89</p> <p>Mission territoriale Marie-Galante Mathieu BERNADET 0590 60 40 71</p>	<p><b>SG ADJOINT</b> RESSOURCES HUMAINES Mohamed IHAMMOUINE 0590 99 46 92</p> <p><b>SG ADJOINT LOGISTIQUE</b> Richard WOZNAK 0590 99 43 30</p> <p>Bureau administratif Marie-Danièle ARMAND 0590 99 43 57</p> <p>Service employeur DEAL Patricia MARIE 0590 99 43 07</p> <p>Pôle support intégré Philippe ODE 0590 99 46 43</p> <p>Formation concours et GPEC Agnès LARFLA 0590 21 63 80</p> <p>Médecin social Joselyne ABON 0590 99 43 12</p> <p>ASP Alain ROMAIN 0590 99 43 58</p> <p>Moyens Généraux Sylvie CLUZAN 0590 99 46 13</p> <p>Véhicules et matériels André BERGOZ 0590 99 43 70</p> <p>Chorus et marchés Rosiane PEROUMAL 0590 99 43 38</p> <p>Infomatique Rosan DOUARED 0590 99 43 96</p> <p>Archives Mathurin RÉGENT 0590 99 46 96</p> <p>Logistique GT Denis JUNG 0590 60 40 51</p>

Mise à jour : 23 juillet 2012

## ORGANIGRAMME

DEAL GUADELOUPE  
Direction de l'Aménagement et du Logement de la Guadeloupe  
Saint-Phy - B.P.54 - 97102 Basse-Terre - ☎ 0590 99 46 46 - 📠 0590 99 46 47



**Ministère de l'Écologie,  
du Développement durable  
et de l'Énergie**

Direction de l'Environnement  
de l'Aménagement, et du Logement  
de la Guadeloupe

B.P. 54 - Saint-Phy  
97 102 Basse-Terre - cedex  
Tél. 05 90 99 46 46

